



REVUE DES LIVRES

Recension d'ouvrages en économie sous forme de :

- Notes de lecture
- Présentations synthétiques
- Lectures critiques.

Les recensions font l'objet d'une évaluation par un comité de lecture

Les textes ne doivent pas dépasser cinq pages

Grigori LAZAREV, *Les structures agraires au Maroc. Une mise en perspective historique*, Editions de la faculté des Lettres et des Sciences humaines, Rabat, 2014, 275 pages.

Par Nouredine EL AOUI
Université Mohammed V, Rabat

Savoir/Agir (*)

L'ordre agraire en perspective. L'ouvrage qu'on va lire de Grigori Lazarev est important à plus d'un titre. D'abord, il restitue avec beaucoup de bonheur le « récit rural » qui demeure encore, pour le lecteur marocain, un point aveugle de l'histoire nationale depuis le Protectorat. Les chercheurs, sociologues, anthropologues, économistes, historiens, juristes, y trouveront, sans doute, les éléments essentiels susceptibles d'alimenter une analyse approfondie sur les problématiques fondamentales ayant trait aux droits sur la terre, à la répartition des biens fonciers, aux structures des exploitations agraires, aux modes d'occupation du sol, à l'organisation agraire du territoire villageois, etc., avec une emphase sur le Rharb, le Pré Rif et le Rif. Cet ouvrage s'ajoute ainsi aux quelques travaux qui ont abordé cette thématique, notamment la thèse de P. Pascon sur le Haouz et les nombreux écrits de N. Bouderbala sur le droit et le fait foncier.

L'ordre agraire restitué est fondamentalement celui des années 1960 dont l'auteur fut à la fois un « témoin engagé » et « acteur impartial » (au sens de A. Smith). De fait il s'agit, pour l'essentiel, d'études auxquelles G. Lazarev a participé directement, depuis l'élaboration théorique et méthodologique jusqu'à l'analyse des résultats, en passant par la mise en œuvre de l'enquête et son pilotage sur le terrain. On retrouve, dans ce recueil d'« enquêtes oubliées », le contenu analytique de travaux dont l'auteur a, par ailleurs,

présenté une mise en contexte et en perspective dans son « autobiographie intellectuelle », *Les politiques agraires au Maroc 1956-2006. Un témoignage engagé* (Editions Economie critique, Rabat, 2012).

Ensuite, il apporte un éclairage nouveau sur les transformations que le monde rural a connues, notamment dans les années 1960, ainsi que sur les déterminants socio-économiques et politiques qui expliquent les évolutions enregistrées par la structure agraire à la fin des années 1990.

Enfin, on trouve en conclusion du livre, une série de réflexions pertinentes sur les « topiques » récurrentes de la problématique agraire au Maroc : les formes d'appropriation et d'occupation de la terre et leur impact sur la production, les configurations à la fois dualistes et combinatoires, ou hybrides, de l'agriculture, la sempiternelle question foncière, les « externalités positives » liées aux solidarités sociales sur le système traditionnel, etc.

Au-delà de la qualité des analyses et de la profondeur des réflexions de l'auteur qui procèdent d'une vaste connaissance théorique articulant plusieurs domaines de recherche (sociologie, économie, anthropologie, géographie, histoire) et d'une longue expérience de terrain que l'auteur a acquise à la fois au Maroc et ailleurs, en Afrique et en Amérique latine, l'ouvrage de G. Lazarev interpelle les lecteurs marocains, notamment les chercheurs et les décideurs, sur une série de questions, *en creux* dans l'ouvrage, ayant trait au principe de production de la connaissance, aux rapports entre mode théorique et démarche empirique, entre savoir et recherche d'une part, action et intervention de l'autre.

Une connaissance compréhensive. Dans le texte fondateur de l'Association marocaine de Sciences économiques (Juin 2006), on peut lire : « Le rôle des économistes nationaux est aujourd'hui relégué au second plan, loin derrière celui des experts internationaux et des technocrates autochtones. Les premiers élaborent des modèles, établissent des diagnostics et formulent des recommandations. Il n'est pas un seul domaine, aussi stratégique soit-il, qui échappe à leur observation et investigation. Les seconds tentent, autant que faire se peut, d'appliquer les thérapeutiques préconisées par les premiers, de façon scrupuleuse et avec un souci d'efficacité digne d'un bon élève. Il n'y a dans cette description nul schématisme, les traits sont dans la réalité nettement plus prononcés. Toutefois, l'implication des économistes nationaux, aussi résiduelle soit-elle, n'est pas moins présente dans les rapports des cabinets et des experts internationaux : ils alimentent les diagnostics en termes de données et d'analyses, laissant aux autres le soin de mettre au point les « matrices des recommandations » et de fixer les objectifs à poursuivre en matière de politiques publiques. Encore une fois, le problème est moins dans l'origine de cette « littérature » ou dans l'ordre discursif et doctrinal que dans l'opportunité politique de la démarche ainsi que dans les effets ayant trait à la définition de choix nationaux et au principe de légitimité des politiques se référant au registre technocratique. »

Alors que du point de vue du développement les investissements étrangers n'ont de véritable impact que s'ils contribuent à la satisfaction des besoins essentiels de la population, l'argument en faveur de l'expertise internationale quant à lui met l'accent sur

les opportunités en termes d'image et de visibilité internationale, le but ultime étant de mieux « vendre le Maroc ».

C'est Max Weber (*Economie et société*, 1922) qui a mis en évidence la pertinence de la méthode « compréhensive » prenant en compte les déterminants sociaux et culturels de l'action collective. Contrairement à un rationalisme utilitaire, instrumental et impersonnel qui postule que « nul besoin d'être César pour comprendre César », la sociologie webérienne suppose un minimum « d'empathie » avec les « représentations » des acteurs, leurs pratiques recouvrant les deux dimensions subjective et objective, leur histoire, les motivations rationnelles et affectuelles de leur action, le contexte historique, etc.

Prenant en compte les spécificités et les idiosyncrasies, sociales et culturelles, mais n'impliquant pas moins, pour le « chercheur impartial », une « neutralité empathique », y compris en situation d'« immersion » dans le terrain, c'est cette analyse de type idiographique qui caractérise les travaux de G. Lazarev se démarquant ainsi nettement par rapport à la plupart des travaux de consultation, notamment privée et internationale, qui inspirent aujourd'hui l'essentiel des politiques publiques nationales.

L'analyse des « structures agraires des Hyaina » fut pour G. Lazarev une « expérience fondatrice » lui ayant permis de se forger les « clés de lecture » pour faire un usage approprié des données, en l'occurrence les statistiques de la répartition de la propriété, en fonction de l'échelle du territoire. Ce résultat d'ordre méthodologique ne manqua pas de conduire l'auteur à proposer une « typologie » appropriée laissant entrevoir une double structure marquée par l'extension de la grande propriété, en partie en surimposition aux anciennes formes de sédentarité villageoise.

La même démarche idiographique permit à l'auteur de s'ouvrir sur des « perspectives nouvelles » ayant trait aux modes d'organisation de ce qu'on appelle aujourd'hui les « terroirs ». A contre courant des « typologies statistiques » conventionnelles, l'auteur fut amené à examiner les terroirs « avec le regard des populations qui y vivaient.»

En explorant la « géographie mentale » de la paysannerie marocaine sur la base d'études de cas qui sont présentées dans le présent ouvrage, G. Lazarev parvient à élaborer un cadre méthodologique plus général pour l'étude des terroirs villageois, cadre qui sera appliqué dans d'autres pays que le Maroc, notamment en Afrique de l'Ouest, dont les configurations agraires dualistes et hybrides furent façonnées, peu ou prou, par le même héritage colonial.

Une autre composante de la sociologie compréhensive adoptée par l'auteur est la prise en compte de « l'histoire rurale », notamment l'histoire des « dynamiques de peuplement. » Faisant retour sur les « sources » de l'histoire des Hyaina, l'expérience de terrain fut pour l'auteur l'occasion de mettre au point les bases d'un programme de recherche plus général sur les dynamiques historiques du peuplement du Maghreb.

Pour justifier la publication de travaux sur ce qu'il désigne comme « une ruralité aujourd'hui disparue », G. Lazarev met l'accent, au-delà de « l'exercice de mémoire », sur ce que ces travaux recèlent comme matériaux pour « les chercheurs qui, dans les années à venir, se pencheront sur l'histoire rurale du Maroc. »

Il y a lieu de trouver aussi dans cette mise en perspective historique des problématiques agraires une injonction implicite pour asseoir les choix publics en matière de développement rural sur les résultats de la recherche, une recherche conjuguant « expérience de pensée » et pratique de terrain, savoir et recherche d'une part, action et intervention de l'autre.

Savoir/Agir. Dans l'opuscule déjà cité (*Les politiques agraires au Maroc 1956-2006. Un témoignage engagé*), G. Lazarev fait un récit saisissant des politiques de développement en général et de développement agricole en particulier depuis le protectorat jusqu'à nos jours. Dans le présent ouvrage il nous donne à lire les textes originaux d'une partie des études effectuées au cours des années 1960 et 1970.

Ce que font ressortir ces textes c'est, outre la méthodologie idiographique et compréhensive déjà soulignée, le processus d'interaction que, au cours de cette période postindépendance, la recherche entretenait de façon étroite et constante avec l'action, la première forgeant ses problématiques, ses hypothèses et ses méthodes sur la base de données et d'informations mises à la disposition des chercheurs et enquêteurs par l'Administration publique, la seconde tirant ses critères de validation, ainsi que ses principes de justification et de légitimation des arguments du savoir et codes de la connaissance.

Témoignant de cette connivence essentielle Savoir/Action, plusieurs exemples rappelés par G. Lazarev mettent en évidence la robustesse des résultats, la cohérence des conclusions issues des études conduites de concert par les chercheurs et les agents de l'administration locale nationale et leur pertinence par rapport à la réalité.

- « Le recensement fiscal de 1963 fut en effet conduit non pas par des enquêteurs qui ne visitaient qu'une seule fois les lieux, mais par les agents du *Tertib*, qui avaient une longue expérience de travail sur le terrain et qui connaissaient particulièrement bien les populations de leurs circonscriptions. Il n'y a plus eu, depuis, d'agents de l'État qui connaissent aussi bien le milieu rural. »

- « Le traitement que nous fîmes des informations du recensement fiscal de 1963 ne fut possible que grâce aux moyens exceptionnels que le Projet Sebou mit à notre disposition. Il fallut, pour en recueillir les données, déplacer une équipe d'enquêteurs dans tous les bureaux de l'impôt rural et mettre sur fiches les milliers de déclarations individuelles, localisées dans les douars relevant de ces bureaux. »

- « Le service des statistiques du Maroc avait, lors de sa première enquête nationale sur le milieu rural, l'*Enquête à Objectifs Multiples* du début des années 60, privilégié les approches par sondages à partir des parcelles. Cette méthode ne donna que des résultats médiocres, car il fut impossible de reconstruire la structure des exploitations à partir des parcelles échantillon. (...) Nous avons pu, dans un autre contexte, expérimenter une autre approche, celle qui consistait à échantillonner des douars et à en faire le recensement exhaustif. Ce fut cette approche que nous appliquâmes pour les enquêtes du Projet Sebou. Ce que nous trouvâmes confirma une hypothèse de base, celle d'une distribution représentative des exploitations agricoles au sein du douar considéré comme l'unité d'organisation primaire de la structure agraire. Cette hypothèse était d'autant plus porteuse qu'elle prenait en compte le territoire villageois, qui constitue, de façon

générale, l'univers à l'intérieur duquel s'organisent les exploitations agricoles d'un village (...). Des contrôles croisés nous permirent de vérifier la cohérence statistique de cette approche. »

Dans *Les politiques agraires au Maroc* l'auteur décrit par le menu comment, au lendemain de l'Indépendance, les grands choix en matière de développement économique et social du pays furent laborieusement négociés aux sommets de l'Etat sur une base de confrontation entre enjeux de pouvoir et enjeux de savoir, le processus conduisant parfois à des arrangements institutionnels dont les traces et l'ombre portée perdurent encore aujourd'hui. L'exemple du processus d'élaboration du Plan quinquennal 1960-1964, qui fut un moment exceptionnel de délibération collective, est à cet égard exemplaire.

De la lecture stimulante de cet ouvrage, je retiens personnellement cette « leçon de choses » que la « gouvernementalité » moderne (au sens de Michel Foucault) ne peut s'exercer sans les ressources du savoir en général, et des sciences sociales et humaines en particulier. Mais que, en retour, les dispositifs scientifiques ne peuvent produire un effet de connaissance pertinente et pratique que si et seulement si la démarche cognitive observe les principes d'impartialité et d'empathie et si et seulement si ses résultats contribuent à éclairer l'action collective et à l'infléchir vers les finalités de l'émancipation, de l'autonomie, de la participation, bref du développement humain.

(*) Ce texte est la préface à l'ouvrage de Grigori Lazarev, *Les structures agraires au Maroc. Une mise en perspective historique*, Editions de la faculté des Lettres et des Sciences humaines, Rabat, 2014, 275 pages.